

Art. 2. Nos Ministres et Nos Secrétaires d'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 7 août 1989.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Ministre du Budget,
H. SCHILTZ

Le Ministre de la Fonction Publique,
R. LANGENDRIES

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

F. 89 — 1623

14 AOUT 1989. — Arrêté royal établissant des dispositions nationales complémentaires de conservation et de gestion des ressources de pêche et de contrôle à l'égard des activités de pêche

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 19 août 1891 relative à la pêche maritime dans les eaux territoriales, modifiée par la loi du 12 avril 1957;

Vu la loi du 12 avril 1957 autorisant le Roi à prescrire des mesures en vue de la conservation des ressources biologiques de la mer, modifiée par les lois des 23 février 1971 et 18 juillet 1973;

Vu la loi du 13 juin 1969 sur le plateau continental de la Belgique;

Vu la loi du 10 octobre 1978 portant établissement d'une zone de pêche de la Belgique, modifiée par la loi du 30 juin 1983;

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, modifiée par la loi du 11 avril 1983;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que la nécessité de prendre sans retard des mesures nationales complémentaires résulte de l'obligation de respecter le régime communautaire de conservation et de gestion des ressources de pêche, institué en exécution du règlement (CEE) n° 170/83, ainsi qu'il a été modifié;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires étrangères et de Notre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. A l'arrivée d'un bateau de pêche belge dans un port belge, les formulaires originaux, remplis et signés du journal de bord des Communautés européennes et de la déclaration de débarquement/transbordement de la capture correspondante doivent être remis après le déchargement et le pesage et en tout cas avant le vente soit au maître du hall, soit au chef du hall, soit au directeur de la criée officielle où a lieu le débarquement, soit sur leur demande aux inspecteurs ou contrôleurs du Service de la pêche maritime du Ministère de l'Agriculture.

Si la vente n'a pas lieu dans les quarante-huit heures à compter de la fin des opérations de débarquement, ces formulaires originaux, remplis et signés doivent, conformément à la disposition du point 4.2.1. de l'annexe IV du règlement n° 2807/83 de la Commission du 22 septembre 1983, être remis en tout cas dans un délai de maximum quarante-huit heures à compter de la fin des opérations de débarquement.

A l'arrivée d'un bateau de pêche belge dans un port étranger, les dispositions de l'alinéa 1 et 2 sont applicables si la capture est vendue dans une criée belge. Si la capture est vendue dans une criée étrangère, les formulaires originaux remplis et signés sont en tout cas envoyés dans un délai d'au moins quarante-huit heures à compter de la fin des opérations de débarquement au Service de la pêche maritime.

Art. 2. Onze Ministers en Onze Staatssecretarissen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 7 augustus 1989.

BOUDEWIJN

· Van Koningswege :
De Minister van Begroting,
H. SCHILTZ

De Minister van Openbaar Ambt,
R. LANGENDRIES

MINISTERIE VAN LANDBOUW

N. 89 — 1623

14 AUGUSTUS 1989. — Koninklijk besluit tot vaststelling van aanvullende nationale maatregelen voor de instandhouding en het beheer van de visbestanden en voor controle op de visserijactiviteiten

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 19 augustus 1891 betreffende de zeevisserij in de territoriale wateren, gewijzigd bij de wet van 12 april 1957;

Gelet op de wet van 12 april 1957 waarbij de Koning ertoe gemachtigd wordt maatregelen voor te schrijven ter bescherming van de biologische hulpbronnen van de zee, gewijzigd bij de wetten van 23 februari 1971 en 18 juli 1973;

Gelet op de wet van 13 juni 1969 inzake het continentaal plat van België;

Gelet op de wet van 10 oktober 1978 houdende vaststelling van een Belgische visserijzone, gewijzigd bij de wet van 30 juni 1983;

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, gewijzigd bij de wet van 11 april 1983;

Gelet op de wetten van de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1988;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de noodzaak om onverwijld bijkomende nationale maatregelen te nemen voortvloeit uit de verplichting tot naleving van de communautaire regeling voor de instandhouding en het beheer van de visbestanden, ingesteld in uitvoering van de verordening (EEG) nr. 170/83, zoals gewijzigd;

Op de voordracht van Onze Minister van Buitenlandse Zaken en Onze Staatssecretaris voor Landbouw,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Bij aankomst van een Belgisch vissersvaartuig in een Belgische haven moeten de ingevulde en ondertekende originele formulieren van het logboek van de Europese Gemeenschappen en van de aangifte van aanvoer/overlading van de betrokken vangst na het lossen en wegen en in ieder geval vóór de verkoop worden afgegeven aan ofwel de hallmeester, ofwel de hallichef ofwel de directeur van de officiële visveiling waar de aanvoer plaatsgrijpt, ofwel op hun verzoek de inspecteurs of controleurs van de Dienst voor de Zeevisserij van het Ministerie van Landbouw.

Indien de verkoop niet binnen 48 uur na afloop van het lossen plaatsgrijpt, moeten overeenkomstig de bepaling van punt 4.2.1. van bijlage IV van verordening (EEG) nr. 2807/83 van de Commissie van 22 september 1983, deze ingevulde en ondertekende originele formulieren in elk geval binnen achtenveertig uur na afloop van het lossen worden afgegeven.

Bij aankomst van een Belgisch vissersvaartuig in een buitenlandse haven, zijn de bepalingen van het eerste en tweede lid van toepassing indien de vangst wordt verkocht in een Belgische visveiling. Indien de vangst in een buitenlandse visveiling wordt verkocht, worden de ingevulde en ondertekende originele formulieren in elk geval binnen achtenveertig uur na afloop van het lossen opgestuurd naar de Dienst voor de Zeevisserij.

A l'arrivée d'un bateau de pêche d'un autre Etat-membre des Communautés européennes dans un port belge, la première copie des formulaires originaux remplis et signés est remise conformément à l'alinéa 1 et 2.

Art. 2. Le journal de bord des Communautés européennes doit être gardé à bord du bateau de pêche et produit à toute réquisition des autorités compétentes.

Les formulaires non utilisés du journal de bord doivent être introduits auprès du Service de la pêche maritime si l'autorisation y doit être remise conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 28 janvier 1988 portant des mesures nationales complémentaires en matière de conservation et de gestion des ressources de pêche.

Art. 3. Les bateaux belges dont la longueur hors tout dépasse huit mètres et qui ne sont pas munis d'une lettre de mer visée par la loi du 13 avril 1965 sur les lettres de mer ne peuvent pas être équipés en vue de la pêche de chaluts à perche.

Art. 4. A l'intérieur de la minque où a lieu le premier débarquement et après triage, le propriétaire du bateau de pêche ou son délégué doit mentionner sur chaque caisse ou benne de produits de la pêche maritime disponible, à vendre ou à livrer la lettre et le numéro du bateau de pêche duquel ont été débarqués ces produits.

Si le débarquement des produits de la pêche maritime n'est pas immédiatement suivi par le triage et la vente, la lettre et le numéro du bateau de pêche doivent être mentionnés tout de suite après le débarquement sur chaque caisse ou benne.

A l'intérieur et aux alentours de la minque, il est interdit d'exposer à la vente, de vendre, de charger, de transporter ou de livrer une caisse ou benne de produits de la pêche maritime sans la mention de la lettre et du numéro du bateau de pêche ayant débarqué ces produits.

Art. 5. Il est interdit aux propriétaires ou utilisateurs de bateaux qui ne sont pas mentionnés sur la liste officielle des navires de pêche belges de pêcher au-delà de la zone de trois milles marins à partir de la côte. Cette zone est mesurée à partir des lignes de base qui servent à délimiter les eaux territoriales de la Belgique.

Il est interdit aux propriétaires ou utilisateurs des mêmes bateaux de pêcher dans cette zone de trois milles marins à partir de la côte, du cabillaud ou de la sole, d'avoir ces espèces de poisson à bord ou de les débarquer.

Tant que le quota annuel du cabillaud ou de la sole dans la zone C.I.E.M. IV (Mer du nord) n'est pas épuisé, les dispositions prévues par le premier et le deuxième alinéa ne s'appliquent pas aux voyages en mer de ces bateaux pendant lesquels la pêche à la ligne en mer est exercée exclusivement.

Art. 6. La pêche de coques est interdite dans les eaux territoriales de la Belgique.

La disposition prévue par le premier alinéa ne s'applique pas à la recherche d'organismes vivants qui appartiennent aux espèces sédentaires, réalisée uniquement à des fins de recherches scientifiques par des bateaux autorisés à cet effet.

Art. 7. Les infractions aux dispositions du présent arrêté, ainsi qu'aux dispositions du régime communautaire de conservation et de gestion des ressources de pêche, institué par et en exécution du règlement (CEE) n° 170/83, sont recherchées, constatées et punies conformément aux dispositions de la loi du 19 août 1891 relative à la pêche maritime dans les eaux territoriales, la loi du 12 avril 1957 autorisant le Roi à prescrire des mesures en vue de la conservation des ressources biologiques de la mer, la loi du 13 juin 1989 sur le plateau continental de la Belgique, la loi du 10 octobre 1978 portant établissement d'une zone de pêche de la Belgique et la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime.

Art. 8. Sont abrogés :

1. l'arrêté royal du 13 janvier 1970, portant des mesures pour prévenir l'épuisement des réserves de poissons, de crustacés et de mollusques en mer, et les arrêtés royaux des 14 décembre 1970 et 30 octobre 1975 qui le modifient;

2. l'arrêté royal du 10 mars 1971 relatif au commerce intérieur et dans les pays membres de la Communauté économique européenne de certains produits de la pêche;

3. l'arrêté royal du 10 mai 1971 autorisant la pêche dans les eaux territoriales par des bateaux de pêche battant pavillon d'un des Etats membres et immatriculés sur le territoire des Communautés économiques européennes;

4. l'arrêté royal du 9 novembre 1971 relatif au commerce intérieur et dans les pays membres de la Communauté économique européenne des crevettes grises du genre Crangon;

Bij aankomst van een vissersvaartuig van een andere Lidstaat van de Europese Gemeenschappen in een Belgische haven, wordt de eerste copie van de ingevulde' en ondertekende originele formulieren overeenkomstig het eerste en tweede lid afgegeven.

Art. 2. Het logboek van de Europese Gemeenschappen moet aan boord van het vissersvaartuig worden gehouden en op elk verzoek van de bevoegde overheden vertoond worden.

De ongebruikte formulieren van het logboek moeten ingediend worden bij de Dienst voor de Zeevisserij indien de machtiging daar moet ingeleverd worden overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 28 januari 1988 houdende aanvullende nationale maatregelen inzake de instandhouding en het beheer van de visbestanden.

Art. 3. Belgische vaartuigen met een lengte over alles van meer dan acht meter en die niet voorzien zijn van een zeebrief bedoeld bij de wet van 13 april 1965 op de zeebrieven, mogen niet uitgerust zijn om met de boomkor(ren) te vissen.

Art. 4. Binnen de vismijn waar de eerste aanvoer gebeurt en na sortering moet door de eigenaar van het vissersvaartuig of zijn afgevaardigde op elke kist of ben voorhanden, te verkopen of af te leveren zeevisserijproducten de letter en het nummer van het vissersvaartuig dat de zeevisserijproducten heeft aangevoerd, worden vermeld.

Indien het lossen van de zeevisserijproducten niet onmiddellijk wordt gevolgd door de sortering en de verkoop, moeten de letter en het nummer van het vissersvaartuig dadelijk na het lossen op elke kist of ben worden vermeld.

In en rond de vismijn is het verboden een kist of ben met zeevisserijproducten te koop te stellen, te verkopen, te laden, te vervoeren of af te leveren zonder de vermelding van letter en nummer van het vissersvaartuig dat de zeevisserijproducten heeft aangevoerd.

Art. 5. Het is verboden voor de eigenaars of gebruikers van vaartuigen die niet vermeld zijn op de officiële lijst der Belgische vissersvaartuigen om te vissen voorbij de zone van drie zeemijl van de kust. Deze zone wordt gemeten vanaf de basislijnen vanwaar de territoriale wateren van België worden bepaald.

Het is verboden voor de eigenaars of gebruikers van dezelfde vaartuigen om, binnen die zone van drie zeemijl van de kust, kabeljauw of tong te vissen, deze vissoorten aan boord te hebben of aan land te brengen.

Zolang het jaarlijks tong- of kabeljauwquotum in het I.C.E.S-gebied IV (Noordzee) niet is uitgeput, gelden de bepalingen voorzien bij het eerste en tweede lid niet voor de zeereizen van deze vaartuigen tijdens dewelke uitsluitend het zeehengelen wordt beoefend.

Art. 6. De kokkelvisserij binnen de territoriale wateren van België is verboden.

De bepaling voorzien bij het eerste lid, is niet van toepassing op de exploratie van levende organismen die tot de sedentaire soort behoren, die uitsluitend wordt uitgevoerd ten behoeve van wetenschappelijk onderzoek door hiertoe gemachtigde vaartuigen.

Art. 7. Overtreding van de bepalingen van dit besluit, alsmede van de bepalingen van de communautaire regeling voor de instandhouding en het beheer van visbestanden, ingesteld bij en in uitvoering van de verordening (EEG) nr. 170/83, wordt opgespoord, vastgesteld en gestraft overeenkomstig de bepalingen van de wet van 19 augustus 1891 betreffende de zeevisserij in de territoriale wateren, de wet van 12 april 1957 waarbij de Koning ertoe gemachtigd wordt maatregelen voor te schrijven ter bescherming van de biologische hulpbronnen van de zee, de wet van 13 juni 1969 inzake het continentaal plat van België, de wet van 10 oktober 1978 houdende vaststelling van een Belgische zeevisserijzone en de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten.

Art. 8. Worden opgeheven :

1. het koninklijk besluit van 13 januari 1970 houdende maatregelen om de visstand en de schaaldieren en weekdierenbestand in zee te beschermen, en de koninklijke besluiten van 14 december 1970 en 30 oktober 1975 die het wijzigen;

2. het koninklijk besluit van 10 maart 1971 betreffende de handel in sommige visserijproducten, in het binnenland en in de Lidstaten van de Europese Economische Gemeenschap;

3. het koninklijk besluit van 10 mei 1971 houdende toelating tot uitoefening van de visserij in de territoriale wateren door vissersvaartuigen varende onder de vlag van één der Lidstaten en ingeschreven op het grondgebied van de Europese Economische Gemeenschappen;

4. het koninklijk besluit van 9 november 1971 betreffende de handel in garnalen van de crangonsoorten, in het binnenland en in de Lidstaten van de Europese Economische Gemeenschap;

5. l'arrêté royal du 23 avril 1979 portant des mesures pour prévenir l'épuisement des réserves de poissons, de crustacés et de mollusques dans la zone de Pêche de Belgique, et l'arrêté royal du 10 juin 1982 qui le modifie;

6. l'arrêté ministériel du 15 janvier 1970 fixant les mesures pour prévenir l'épuisement des réserves de poissons de mer;

7. l'arrêté royal du 4 février 1988 portant des mesures en vue de la conservation des ressources biologiques de la mer et du contrôle des activités de la pêche;

8. l'arrêté royal du 4 janvier 1988 portant des mesures de conservation et de gestion des réserves de poisson en mer, et l'arrêté royal du 17 novembre 1988 qui le modifie.

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 10. Notre Ministre des Affaires étrangères et Notre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 14 août 1989.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères,
M. EYSKENS

Le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture,
P. DE KEERSMAEKER

5. het koninklijk besluit van 23 april 1979 houdende maatregelen om de visstand en de schaaldieren- en weekdierenbestand in de Belgische visserijzone te beschermen, en het koninklijk besluit van 10 juni 1982 dat het wijzigt;

6. het ministerieel besluit van 15 januari 1970 houdende maatregelen om de visstand in zee te beschermen;

7. het koninklijk besluit van 4 februari 1988 houdende maatregelen ter bescherming van de biologische hulpbronnen van de zee en van de controle op de activiteiten van de visserij;

8. het koninklijk besluit van 4 januari 1988 houdende maatregelen tot het behoud en beheer van de visstand in zee, en het koninklijk besluit van 17 november 1988 dat het wijzigt.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 10. Onze Minister van Buitenlandse Zaken en Onze Staatssecretaris voor Landbouw zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 14 augustus 1989.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken,
M. EYSKENS

De Staatssecretaris voor Landbouw,
P. DE KEERSMAEKER

EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 89 — 1624

31 JUILLET 1989. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française complétant l'article 2 de l'arrêté royal du 28 décembre 1977 fixant les modalités d'octroi d'une dispense d'examen dans l'enseignement supérieur agricole, économique, paramédical, pédagogique, social et technique de type court et de type long, ainsi que dans l'enseignement de l'architecture

Nous, Ministre de l'Éducation et de la Recherche scientifique,

Vu la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur, notamment l'article 9, § 2, et § 3;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi du 8 août 1988;

Vu l'arrêté royal du 28 décembre 1977 fixant les modalités d'octroi d'une dispense d'examen dans l'enseignement supérieur de type court et de type long, modifié par l'arrêté royal du 30 octobre 1978;

Vu l'arrêté royal du 22 février 1984 portant règlement général des études dans l'enseignement supérieur de type long et de plein exercice, notamment l'article 10;

Vu l'arrêté royal du 3 novembre 1987 portant règlement général des études dans l'enseignement supérieur de type court et de plein exercice, notamment l'article 7, § 2 et l'article 8;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 février 1988 portant règlement de son fonctionnement tel que modifié;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 6 juillet 1989 fixant les compétences entre les Ministres de l'Exécutif de la Communauté française;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, alinéa 1er;

Vu l'urgence;

Considérant que les dispositions prévues à l'article 1er du présent arrêté doivent être prises impérativement pour la prochaine rentrée scolaire,

Arrêtons :

Article 1er. L'article 2, 3e alinéa, de l'arrêté royal du 28 décembre 1977 et l'article 1er, 2e alinéa, de l'arrêté royal du 30 octobre 1978 fixant les modalités d'octroi d'une dispense d'examen dans l'enseignement supérieur de type court et de type long sont complétés par la disposition suivante :

— Dans l'enseignement supérieur agricole, économique, paramédical, pédagogique, social et technique de type court et de type long, ainsi que dans l'enseignement de l'architecture, la note à atteindre pour qu'une épreuve soit considérée comme réussie est de 12/20.

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1er septembre 1989.

Bruxelles, le 31 juillet 1989.

Pour l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre de l'Éducation et de la Recherche scientifique,

Y. YLIEFF